

Chère collègue, Cher collègue,

Depuis la séance du 3 juillet dernier, le cycle de concertation pour la transposition de la réforme de la haute fonction publique aux corps de direction de la FPH est à l'arrêt.

Les propositions du 3 juillet concernaient les D3S et ont été jugées inadmissibles par tous vos représentants. Une nouvelle réunion annoncée pour le 7 septembre a été ajournée sine die. Cela est d'autant plus grave que les difficultés et les impasses s'accumulent pour les D3S.

En effet, l'ensemble des établissements sanitaires et médico-sociaux font face à une dégradation inédite de leur situation financière, à des fermetures d'activités ou de structures, à la multiplication des intérimis. Des élus locaux initient une mobilisation pour sauver les EHPAD de leurs territoires. À cela s'ajoute la perte d'attractivité des emplois du secteur en lien avec le traitement différencié de certaines revalorisations salariales ou l'absence de généralisation du CTI pour tous.

Mais ce n'est pas tout. De nombreux sujets d'importance restent à traiter, aussi bien pour les directeurs et directrices d'hôpital que pour les directrices et directeurs des soins. Or, nous n'avons plus de calendrier d'échanges sur aucun des points laissés en suspens.

A force d'atermoiements, de non-arbitrages, c'est la commande des ministres eux-mêmes (une réforme mise en œuvre au 1^{er} janvier 2024) qui est en passe d'être inexécutée. Pendant ce temps, l'écart se creuse avec les autres versants de la fonction publique, et l'impact est direct sur l'attractivité des corps et la présentation de candidatures en nombre aux concours.

La faiblesse des propositions formulées pour les D3S et les DS et l'enlisement général de la discussion appellent une réaction forte pour peser sur le ministère de la Transformation et de la Fonction publiques et le ministère de la Santé et de la Prévention.

Porteurs d'un projet d'unicité statutaire des corps de DH et de D3S depuis des années, nos trois organisations exigent que la réforme de la haute fonction publique s'applique à l'ensemble des corps de direction de la FPH conformément aux engagements pris par le gouvernement.

A force de relances, nous aurons un nouveau rendez-vous avec les conseillers ministériels le 10 octobre prochain. Nous espérons obtenir des clarifications sur les objectifs réels, nous vous en rendrons compte en toute transparence.

Mais à l'aune des réticences et silences qui nous sont opposés, l'heure est maintenant à donner de la voix pour faire entendre nos revendications.

Nous appelons chaque directrice et directeur, en formation ou en activité, à participer à une initiative nationale prévue le 19 octobre avec jour de grève et rassemblement à Paris. La mobilisation doit être la plus massive possible. Pour ne pas manquer une occasion de vrai changement.

Nous comptons sur vous.

Maxime MORIN

Philippe GUINARD

Thomas DEREGNAUCOURT